

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 décembre 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Prévention des conflits armés

Consolidation et pérennisation de la paix

L'état de droit aux niveaux national et international

**Lettre datée du 15 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les commentaires faits par le service de presse du Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères (voir annexe) en référence à la lettre du Représentant permanent de l'Arménie datée du 7 décembre 2021 ([A/76/584-S/2021/1018](#)), en annexe de laquelle est joint le texte d'une déclaration faite par le Ministère arménien des affaires étrangères.

Il est paradoxal que l'Arménie – pays qui a déclenché l'agression contre l'Azerbaïdjan, occupé les territoires souverains de ce pays pendant près de 30 ans, procédé à un nettoyage ethnique à grande échelle et commis d'autres crimes odieux pendant la guerre – parle maintenant avec enthousiasme de normes et de principes qu'il n'a cessé de violer et en appelle à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, dont il a pourtant ignoré les résolutions dans l'espoir de jouir à jamais de l'impunité.

Le conflit armé qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis près de trois décennies a été résolu. L'Azerbaïdjan a exprimé à plusieurs reprises sa volonté de normaliser les relations interétatiques avec l'Arménie sur la base de la reconnaissance et du respect mutuels de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues, au moyen notamment d'un traité de paix fondé sur ces principes.

L'Arménie n'est pas disposée à faire autant d'efforts en faveur de la paix et de la réconciliation, comme en témoignent la poursuite de ses revendications territoriales, la haine profonde qu'elle manifeste envers l'Azerbaïdjan et la campagne de désinformation qu'elle mène contre lui. Au lieu de perdre son temps à essayer d'imposer sa politique hostile et de tromper la communauté internationale, l'Arménie doit comprendre qu'elle devrait plutôt s'employer à atteindre deux objectifs principaux, à savoir le respect du droit international et l'instauration de relations de bon voisinage.



Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35, 66 et 85 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Yashar Aliyev

Annexe à la lettre datée du 15 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Commentaires faits par le service de presse du Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères au sujet de la déclaration du Ministère arménien des affaires étrangères datée du 7 décembre 2021

L'affirmation du Ministère arménien des Affaires étrangères selon laquelle les points de vue exprimés par le Président de la République d'Azerbaïdjan lors d'une réunion avec des habitants de la région azerbaïdjanaise de Qouba ne correspondraient pas aux déclarations trilatérales ayant été signées et constitueraient une menace pour l'intégrité territoriale de l'Arménie n'est rien d'autre qu'une tentative de la partie arménienne de dissimuler son refus de remplir ses obligations, de faire naître des craintes déraisonnables parmi sa population et de détourner l'attention de la communauté internationale de cette question.

La partie azerbaïdjanaise a souligné à plusieurs reprises qu'il importait de mettre en œuvre les déclarations communes signées par les dirigeants des trois pays au plus haut niveau et pris des mesures concrètes dans ce sens. Or, plus d'un an plus tard, l'Arménie continue de se dérober à ses obligations sous divers prétextes, ce qui nuit au maintien de la paix et de la sécurité dans la région. L'Arménie, qui n'a toujours pas renoncé à ses revendications infondées sur la région azerbaïdjanaise du Qarabagh et qui nourrit le revanchisme, n'en fait pas autant que l'Azerbaïdjan pour normaliser les relations entre les deux pays.

Nous demandons instamment au Ministère des affaires étrangères de l'Arménie – pays qui, ignorant les appels de la communauté internationale, occupe illégalement les territoires de l'Azerbaïdjan depuis près de 30 ans – de lire attentivement les déclarations qu'a signées le dirigeant du pays et de remplir les obligations découlant de ces documents, au lieu d'en appeler à la communauté internationale en invoquant de faux motifs.
